

GROUPE DU PORTE-PAROLE
SPRECHERGRUPPE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER
SPOKESMAN'S GROUP

NO ENGLISH

NOTE D'INFORMATION • INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO

Propositions concernant les petits envois de marchandises

et les free-shops

La Commission des Communautés européennes a soumis au Conseil deux propositions de directive concernant des franchises applicables aux "petits envois de marchandises". Elle poursuit ainsi les efforts entrepris afin de rendre sensibles les avantages du Marché commun aux habitants de la Communauté européenne.

La nouvelle directive prévoit l'importation dans un autre Etat membre, en franchise de tous impôts, droits d'accise et taxes administratives, de petits envois particuliers, d'une valeur maximale de 50 UC, à condition que ces marchandises aient été achetées aux conditions normales (TVA comprise) dans le pays de départ et qu'elles ne soient pas envoyées contre remboursement. Afin de favoriser les échanges culturels, il est en outre proposé d'exonérer de toute redevance l'importation de tous les imprimés - depuis les journaux jusqu'aux livres - même lorsque des particuliers achètent au commerce de détail, dans la mesure où l'envoi a une valeur maximale de 25 UC.

Les directives concernant les marchandises contenues dans les bagages personnels des voyageurs (1969) et le relèvement à 125 UC (1972) du montant des marchandises exonérées ainsi que de certaines quantités d'alcool et de produits de tabac ont maintenant été fondues dans un même texte. Les avantages accordés aux voyageurs et le relèvement progressif des franchises ne peuvent être conciliés avec les principes de la justice fiscale et de la solidarité fiscale entre les membres d'une communauté économique que s'il est en même temps garanti que ces marchandises ont supporté les taxes prévues dans le pays où elles ont été achetées. Pour cette raison, la Commission vient de préparer un complément à la directive coordonnée. En conséquence, à l'occasion de déplacements à l'intérieur de la Communauté, les cas de non-imposition dans les magasins des aéroports (free shops) et à bord des moyens de transport - sauf pour la consommation à bord seront éliminés. Dans une recommandation à la Commission, le Conseil avait exprimé son intention d'arrêter cette réglementation avant la fin de l'année 1972, afin notamment que le commerce de détail des Etats insulaires ne connaisse pas, après l'adhésion, de fortes distorsions de la concurrence.